

BRÈVES ÉCONOMIQUES Afrique de l'Ouest

(hors Nigéria-Ghana)

N°587 – 6 juin 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

La BCEAO baisse ses taux directeurs de 25 points de base

À l'issue de sa réunion ordinaire tenue le 4 juin 2025, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) [a pris la décision](#) d'abaisser les taux directeurs de 25 points de base, portant le principal taux directeur à 3,25 % et le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal à 5,25 %. Cette décision résulte notamment de (i) la baisse du taux d'inflation qui est passé de 2,9 % à 2,3 % au 1^{er} trimestre de 2025, favorisée par un meilleur approvisionnement des marchés et par une hausse plus modérée des prix des produits importés; (ii) des bonnes performances économiques de l'UEMOA, anticipant une croissance à 6,4 % en 2025 contre 6,3 % en 2024 et (iii) une amélioration de la situation extérieure de l'Union, soutenue par des termes de l'échange plus favorables, une hausse de la production pétrolière et gazière, ainsi qu'une mobilisation accrue des ressources extérieures par les Etats membres. Toutefois, ces résultats sont tempérés par un niveau élevé du service de la dette publique et les tensions commerciales internationales.

Partenariat entre la BIDC et Atidi pour soutenir l'activité économique en Afrique de l'Ouest

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et l'Assurance pour le Développement du Commerce et de l'Investissement en Afrique

Le chiffre à retenir

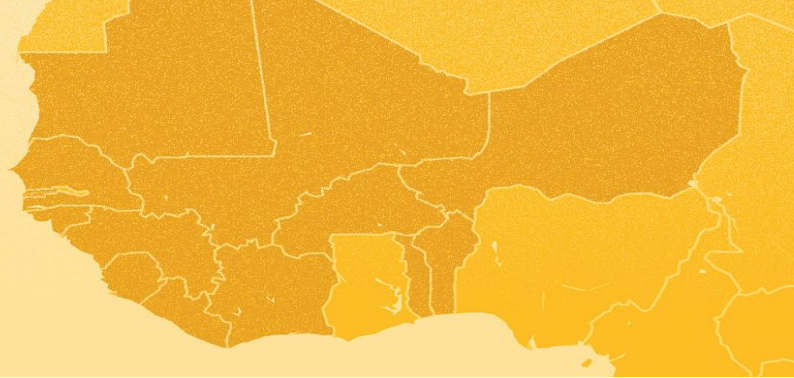
47% en g.a

De baisse des exportations au Bénin au 1^{er} trimestre de 2025, en raison de la réduction des ventes de coton

(ATIDI) ont [signé](#), le 29 mai 2025, un protocole d'accord visant à améliorer l'accès au financement du secteur privé ouest-africain. Cet accord prévoit une coopération pour atténuer les risques liés aux investissements privés, notamment via l'assurance-crédit, et soutenir le développement des infrastructures, de l'industrie et des chaînes de valeur régionales. L'objectif est de mobiliser des ressources plus compétitives pour répondre aux besoins croissants en matière de développement durable dans la sous-région et d'intégration régionale.

Vers un renforcement de la coopération économique entre la Guinée et le Sénégal

En visite officielle en Guinée, le Premier ministre du Sénégal [a appelé](#) à une coopération renforcée entre les 2 pays, fondée sur une vision stratégique et des projets économiques conjoints. Il propose notamment d'exploiter de manière complémentaire les ressources naturelles des deux pays — comme le gaz sénégalais et la bauxite guinéenne — pour créer une chaîne de valeur régionale. La mise en place d'un [comité technique](#) mixte a été annoncée



pour traduire cette ambition en actions concrètes. [Les domaines prioritaires](#) identifiées pour l'intensification de la coopération économique sont notamment l'énergie, le commerce et l'investissement.

Bénin

Les exportations de biens ont baissé de 47 % en g.a au 1^{er} trimestre 2025

L'Institut national de la statistique et de la démographie (INStaD) [a publié](#), le 30 mai dernier, son bulletin des statistiques du commerce extérieur portant sur le 1^{er} trimestre 2025. Au cours de ce trimestre, les exportations ont atteint 127,3 Mds FCFA (194,1 M EUR), soit une chute de 47,3% en glissement annuel (g.a), du fait de la baisse des ventes de coton (-11,9%), de fruits à coque comestibles et de graines de coton (-2,9 % chacun). A noter que le principal produit exporté était le coton (61,8 % des exportations). Quant aux importations, elles ont progressé à hauteur de 609,9 Mds FCFA (929,8 M EUR) à fin mars 2025, en hausse de 9,2% en g.a, tirées notamment par les achats de riz semi-blanchi (+28,8 %) et d'engrais (+1,4 %). Les principaux produits importés étaient le riz semi-blanchi (34 %), le pétrole raffiné (9 %) et les engrais (6,2 %). Le Bangladesh était, de loin, le premier client du Bénin (59,1 % des exportations) au cours de ce trimestre, suivi par les États-Unis (7,2 %) et le Danemark (6,9 %). Enfin, les principaux fournisseurs comprenaient l'Inde (30,2% des importations), la Chine (10,1%) et la France (8,6%).

Burkina Faso

La production industrielle d'or attendue en hausse de 4 % en 2025

La production industrielle d'or du Burkina Faso devrait [atteindre](#) 55,7 tonnes en 2025, soit une hausse de 4 % par rapport à 2024, d'après les prévisions du ministère des Mines. Cette progression mettrait fin à trois années de baisse continue, principalement dues à la dégradation

de la situation sécuritaire. Elle serait portée par la relance de la mine de Youga (capacité annuelle de 2,5 à 3,1 tonnes d'or) et l'entrée en production de la mine de Kiaka (production annuelle moyenne prévue de 6,6 d'or) prévue au troisième trimestre 2025.

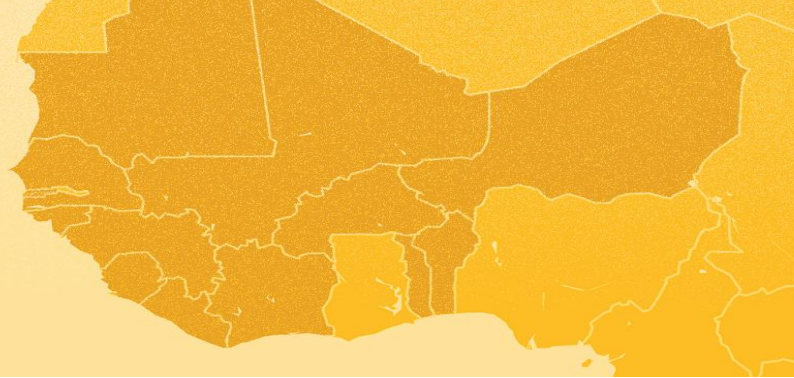
L'inflation ralentit à 1,8% en g.a en avril 2025

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), le taux d'inflation au Burkina Faso s'est [établi](#) à 1,8 % en glissement annuel (g.a) en avril 2025, contre 2,3 % le mois précédent. Cette hausse modérée est principalement tirée par l'augmentation des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+5,8 % en g.a), notamment les légumes frais (+18,9 % en g.a), la viande (+14,7 % en g.a) et les céréales et produits céréaliers (+5,5% en g.a) et par la hausse des prix des restaurants et services d'hébergement (2,7% en g.a). En revanche, on note une baisse des prix dans la division "logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (-4,4 % en g.a), qui a contribué à contenir l'inflation globale.

Côte d'Ivoire

Signature d'un accord de 457 M EUR avec la BOAD

Le 30 mai 2025, le gouvernement ivoirien et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) [ont signé](#) un protocole d'accord, marquant le lancement officiel du Programme d'Investissement Climat Côte d'Ivoire - BOAD 2026-2030 (PIC), avec pour objectif la mobilisation de 300 Mds FCFA (457,3 M EUR). Le PIC vise à financer des projets dans les secteurs de l'agriculture durable, de l'énergie propre et de la gestion forestière, en s'appuyant sur un portefeuille de 300 projets verts présentés par le Ministère chargé de l'Environnement à la COP29. En outre, 1,5 M USD financés par le Fonds Vert pour le Climat (FVC) dans le cadre du programme Readiness permettront de renforcer les capacités des institutions



ivoiriennes, tandis que le Fonds d'Etudes Climat (FEC) de la BOAD soutiendra les études techniques et l'évaluation de la viabilité économique des projets.

Levée de 8,3 M EUR par Koulou Gold pour des projets d'exploration minière

Le 2 juin 2025, la société d'exploration minière canadienne Koulou Gold [a annoncé](#) la levée de 13 M CAD (8,3 M EUR) en vue de financer ses projets d'exploration aurifère en Côte d'Ivoire, le développement de nouvelles activités et ses besoins en fonds de roulement. Les projets concernés sont notamment ceux (i) d'Assuéfry (situé à l'est du pays), dont l'entreprise a obtenu le permis d'exploration aurifère en janvier dernier, (ii) de Sakassou (au centre), (iii) de Kouto (au nord) ainsi que (iv) de Bokro (au centre). A noter qu'aucun des actifs de ce portefeuille n'aurait encore fait l'objet d'une première estimation des ressources.

Proparco accorde un prêt de 30 M EUR à Coris Bank International

Le 2 juin 2025, Proparco, filiale du Groupe Agence française de développement (AFD), [a annoncé](#) l'octroi d'un prêt d'un montant de 30 M EUR à Coris Bank International Côte d'Ivoire (CBI CI), filiale du groupe burkinabé Coris. Cet accord fait suite au renouvellement de la garantie Trade Finance d'un montant de 19 M EUR accordée le mois dernier à CBI CI. Ces initiatives visent à renforcer les capacités financières de CBI CI pour l'octroi de crédits aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) ivoiriennes, en vue de soutenir leur développement ou leurs opérations d'importation ou d'exportation. Ils s'inscrivent dans le cadre de l'initiative *Choose Africa* visant à soutenir l'entrepreneuriat et le secteur privé en Afrique.

Guinée

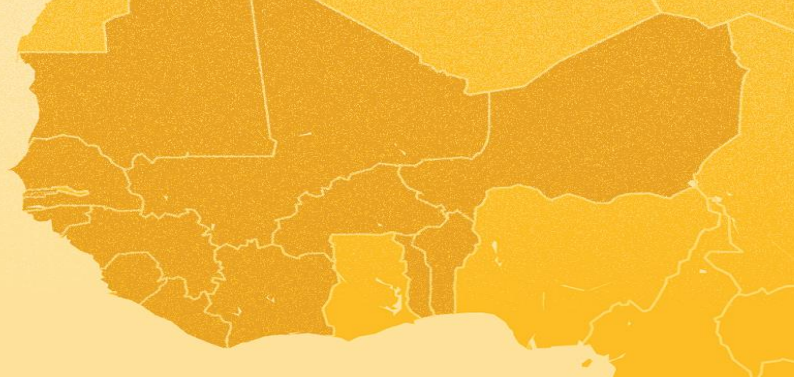
Formation des cadres pour le passage au budget programme d'ici 2026

Le 2 juin 2025, s'est ouvert un [atelier de formation](#) destiné à 50 cadres de l'administration guinéenne en vue de préparer la transition vers le budget programme, dont la mise en œuvre effective est prévue pour 2026. Selon le Directeur Général du Budget, cette réforme devrait favoriser une répartition optimale des ressources, une gestion efficiente des dépenses, ainsi qu'un renforcement de la transparence budgétaire à travers l'imputabilité et la reddition des comptes.

Guinée-Bissau

Publication de la Mise à jour économique par la Banque Mondiale

Le 3 juin dernier, la Banque mondiale a [publié](#) son rapport 2025 sur la [situation économique de la Guinée-Bissau](#). Le rapport indique une croissance du PIB réel en légère hausse en 2024 à 4,8 %, malgré une campagne de noix de cajou difficile. L'inflation a ralenti à 3,8 %, tandis que le déficit budgétaire s'est réduit à 7,3 % du PIB. La dette publique a augmenté à 82,3 % du PIB en raison de besoins de financement plus élevés et de conditions financières resserrées sur le marché financier régional de l'UEMOA. Le rapport souligne la faiblesse de la pression fiscale du pays, inférieure à la norme de convergence de l'UEMOA (20 % du PIB), et recommande des réformes pour renforcer la mobilisation des recettes, notamment par l'élargissement de l'assiette fiscale, le renforcement des impôts et l'amélioration de la transparence. Le taux de croissance devrait s'établir en moyenne à 5,1 % sur 2025-2028, sous réserve d'une production de noix de cajou favorable, la poursuite des investissements dans les infrastructures et d'un engagement politique fort pour la consolidation budgétaire.



Libéria

Nouveau Cadre de partenariat avec la Banque Mondiale

Le 29 mai 2025, le Groupe de la Banque Mondiale (GBM) [a annoncé](#) un nouveau Cadre de Partenariat Pays (CPP) pour le Libéria, couvrant la période 2025-2030. Ce nouveau CPP a pour objectif de favoriser la création d'emplois de qualité en priorisant (i) l'éducation, (ii) l'accès à l'énergie, (iii) la gouvernance responsable et transparente, ainsi que (iv) l'investissement privé, notamment dans l'agro-industrie et la foresterie. Aligné sur la vision Liberia Rising 2030 et l'Agenda ARREST, le CPP contribuera à hisser le Libéria au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure d'ici cinq ans. Il mobilisera les différentes branches du GBM (IDA, IFC, MIGA), pour renforcer l'impact des réformes.

Mali

219,8 M USD de la Banque Mondiale pour la connectivité et la résilience des infrastructures routières

La Banque mondiale a [approuvé](#) un prêt, via l'Association Internationale de Développement (IDA), d'un montant de 219,8 M USD en faveur du Programme d'amélioration de la connectivité et la résilience des infrastructures routières. Ce dernier prévoit notamment la réhabilitation du tronçon stratégique de 137,7 km entre Diéma et Sandaré, du corridor Bamako - Dakar, important pour la connectivité régionale. Des aménagements annexes et hydrauliques le long des routes et des pistes rurales dans les régions de Nioro et Kayes seront également rénovés. Ces travaux visent notamment à réduire les temps de trajet et les coûts de transport, tout en contribuant à la croissance économique du pays. Par ailleurs, le programme renforcera également les capacités des agences routières nationales.

Niger

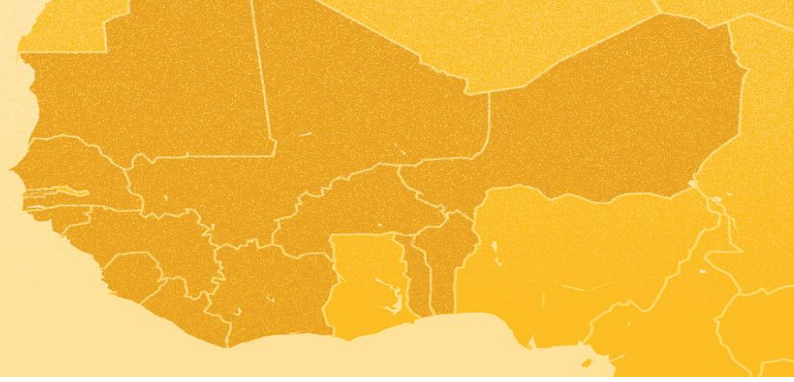
Différend entre les autorités et la CNPC autour de la main-d'œuvre pétrolière

En mai dernier, les autorités de la Transition ont [exigé](#) la résiliation des contrats de travail d'employés chinois, dont 78 techniciens, de la raffinerie Soraz, en poste depuis plus de 4 ans, au nom du respect des règles sur le contenu local. Bien que l'ultimatum ait été fixé au 31 mai, aucun n'a encore quitté le pays. En effet, le rapatriement aurait été bloqué par les autorités nigériennes, ayant constaté que les techniciens chinois sont pour l'heure irremplaçables dans le processus de la production pétrolière. Elles auraient donc assoupli leur position en demandant que certains techniciens chinois conservent leur poste. Une proposition qui aurait été refusée par la CNPC. Les négociations se poursuivent, avec notamment un enjeu important concernant l'appui technique apporté par les ingénieurs chinois.

Sénégal

Woodside engage un arbitrage international contre l'Etat face à un redressement fiscal de 62,5 M EUR

Le 30 mai 2025, la société australienne Woodside Energy a [engagé](#) une procédure d'arbitrage international contre l'Etat du Sénégal devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), institution du groupe Banque mondiale chargée de régler les litiges entre Etats et investisseurs. [Ce recours](#) fait suite à un redressement fiscal de 41 Mds FCFA (62,5 M EUR) notifié à mi-2024, portant sur l'imposition des dividendes et certains contrats de sous-traitance liés au champ pétrolier offshore de Sangomar, entré en production le 11 juin 2024. Woodside, opérateur majoritaire (82%), affirme avoir respecté les dispositions de l'accord signé avec l'Etat et la société publique



PETROSEN (18%). Ce contentieux intervient alors que les nouvelles autorités, élues en mars 2024, ont lancé un audit des conventions minières et pétrolières dans une optique de renégociation. Le projet Sangomar constitue l'un des leviers stratégiques pour les ambitions énergétiques du pays (accès universel et réduction du coût de l'énergie notamment).

Lancement de l'application SenTrésor pour digitaliser les paiements publics

Le 2 juin 2025, la Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor (DGCPT) a officiellement [lancé](#) SenTrésor, une application numérique visant à moderniser les paiements publics. Elle permet le versement digitalisé et traçable de salaires, bourses, indemnités et aides sociales, notamment pour des montants inférieurs à 100 000 FCFA (152,5 EUR). Au cours de la [phase pilote](#), plus de 44 000 transactions ont été réalisées, totalisant 4 Mds FCFA (6,1 M EUR). SenTrésor s'inscrit de la cadre de la mise en œuvre du programme de digitalisation de la DGCPT et du [New Deal Technologique](#), un programme gouvernemental lancé en février 2025 pour renforcer la souveraineté numérique et l'efficacité des services publics.

117 M EUR de l'AFD et du PME pour améliorer l'accès à l'éducation

Le 30 mai 2025, le Sénégal a officiellement [lancé](#) la 2^e phase du Programme d'appui au développement de l'éducation (Pades II), financé à hauteur de 77 Mds FCFA (117,4 M EUR) par le Partenariat mondial pour l'éducation (PME) et l'Agence française de développement (AFD). Le [Pades II](#) vise à (i) améliorer la qualité de l'éducation et de la formation ; (ii) renforcer la couverture, la diversification et l'équité de l'offre d'éducation et de formation ; (iii) promouvoir une gouvernance sectorielle intégrée, inclusive, partenariale et déconcentrée pour un pilotage efficace du système éducatif. Le PADES II prolonge les efforts de la 1^{ère} phase et s'inscrit dans le cadre du [plan sectoriel PAQUET-EF](#) (Programme

d'amélioration de la qualité, de l'équité et de la transparence - Education/Formation).

Togo

Accord au niveau des services du FMI au titre de la 2^e revue FEC pour un décaissement de 58,4 M USD

Le Fonds monétaire international (FMI) [a annoncé](#), le 29 mai, avoir conclu un accord au niveau des services avec le Togo, dans le cadre de la deuxième revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). Cet accord devrait permettre le décaissement d'environ 58,4 M USD, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration du FMI. Ce programme, lancé au début de l'année 2024, vise à assurer la viabilité de la dette et soutenir une croissance inclusive à travers des réformes structurelles. Selon le FMI, la croissance togolaise reste robuste, estimée à 5,3% en 2024 et projetée à 5,2 % en 2025, avec une inflation qui a chuté à 2,6% (moyenne annuelle) en avril 2025. De plus, Le FMI souligne les avancées réalisées, dont le renforcement des analyses de risques financiers et la recapitalisation d'une banque publique. Toutefois, un écart a été constaté sur l'équilibre budgétaire en raison de dépenses imprévues liées aux inondations et aux subventions agricoles, accélérant l'endettement.



Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2025 (1/2)

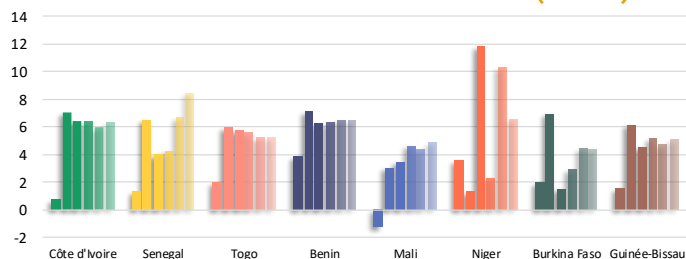
	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant (\$)			Inflation (%)			Revenus (dons inc., % du PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	6,5 %	6,5 %	6,2 %	1 507	1 532	1 610	1,2 %	2,2 %	2,0 %	15,2 %	15,8 %	16,2 %
Burkina Faso	4,5 %	4,3 %	4,5 %	1 005	1 107	1 181	4,2 %	3,0 %	2,5 %	21,0 %	19,8 %	20,0 %
Côte d'Ivoire	6,0 %	6,3 %	6,4 %	2 723	2 872	3 047	3,5 %	3,0 %	2,2 %	16,4 %	17,4 %	17,9 %
Guinée-Bissau	4,7 %	5,1 %	5,0 %	1 104	1 126	1 190	3,7 %	2,0 %	2,0 %	13,6 %	15,4 %	15,7 %
Mali	4,4 %	4,9 %	5,1 %	946	936	971	3,2 %	3,0 %	2,0 %	22,1 %	23,1 %	22,0 %
Niger	10,3 %	6,6 %	6,7 %	707	751	800	9,1 %	4,7 %	3,2 %	9,2 %	10,4 %	11,1 %
Sénégal	6,7 %	8,4 %	4,1 %	1 763	1 811	1 867	0,8 %	2,0 %	2,0 %	19,3 %	21,7 %	22,3 %
Togo	5,3 %	5,3 %	5,5 %	1 052	1 053	1 104	3,3 %	2,3 %	2,0 %	18,8 %	18,6 %	19,1 %
Cap Vert	6,0 %	5,0 %	4,9 %	5 329	5 421	5 762	1,0 %	1,5 %	2,0 %	24,1 %	27,7 %	27,0 %
Gambie	5,8 %	5,9 %	5,0 %	939	988	1 017	11,6 %	9,3 %	6,7 %	20,5 %	22,6 %	22,8 %
Guinée	6,1 %	7,1 %	10,6 %	1 671	1 904	2 176	8,1 %	3,5 %	3,0 %	13,9 %	14,5 %	14,9 %
Liberia	4,8 %	5,3 %	5,5 %	866	908	942	8,2 %	8,2 %	7,4 %	19,2 %	18,9 %	19,9 %
Mauritanie	4,6 %	4,4 %	3,7 %	2 362	2 478	2 523	2,3 %	3,5 %	4,0 %	24,0 %	24,3 %	25,1 %
Sierra Leone	3,7 %	4,7 %	4,9 %	853	916	934	28,4 %	12,9 %	10,4 %	13,0 %	13,5 %	13,4 %
Afrique Subsaharienne	4,0 %	3,8 %	4,2 %	1540	1550	1600	18,3 %	13,3 %	12,9 %	18,7 %	19,0 %	19,1 %

	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dettes publiques (% PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	37,3 %	38,3 %	37,9 %	-6,4 %	-6,1 %	-5,3 %	-3,1 %	-2,9 %	-2,9 %	54,0 %	52,5 %	51,2 %
Burkina Faso	18,6 %	17,1 %	17,5 %	-6,4 %	-2,1 %	-2,0 %	-5,7 %	-4,3 %	-3,6 %	52,7 %	50,2 %	49,8 %
Côte d'Ivoire	26,8 %	28,3 %	30,1 %	-4,2 %	-3,6 %	-2,1 %	-4,0 %	-3,0 %	-3,0 %	59,3 %	58,1 %	56,4 %
Guinée-Bissau	17,8 %	18,3 %	19,3 %	-8,7 %	-5,5 %	-4,6 %	-7,3 %	-3,1 %	-3,1 %	82,3 %	79,4 %	76,7 %
Mali	17,3 %	18,2 %	16,6 %	-6,1 %	-5,1 %	-1,6 %	-2,6 %	-3,1 %	-3,0 %	51,8 %	51,7 %	50,5 %
Niger	20,0 %	21,1 %	20,4 %	-5,5 %	-3,8 %	-4,7 %	-4,3 %	-3,0 %	-3,0 %	47,2 %	43,4 %	42,2 %
Sénégal	37,6 %	28,8 %	26,3 %	-12,1 %	-8,2 %	-6,2 %	-11,7 %	-7,3 %	-5,0 %	113,7 %	111,4 %	110,6 %
Togo	27,8 %	25,8 %	26,8 %	-2,9 %	-3,1 %	-3,0 %	-4,9 %	-3,0 %	-3,0 %	70,6 %	69,5 %	67,7 %
Cap Vert	21,7 %	23,4 %	22,4 %	-0,3 %	-2,2 %	-2,4 %	-2,4 %	-1,8 %	-0,9 %	113,7 %	109,6 %	103,9 %
Gambie	23,0 %	22,9 %	23,3 %	-5,6 %	-4,9 %	-3,2 %	-3,9 %	-1,4 %	-0,4 %	72,9 %	67,5 %	63,1 %
Guinée	14,7 %	14,7 %	14,7 %	-19,1 %	-16,0 %	-5,0 %	-3,1 %	-2,8 %	-2,7 %	47,8 %	39,6 %	35,1 %
Liberia	n.d	n.d	n.d	-21,1 %	-18,2 %	-16,9 %	-2,7 %	-3,5 %	-2,2 %	56,5 %	56,5 %	55,6 %
Mauritanie	30,9 %	29,1 %	28,0 %	-5,8 %	-5,1 %	-4,8 %	-0,1 %	-1,3 %	-1,1 %	44,9 %	45,7 %	47,0 %
Sierra Leone	20,5 %	20,2 %	20,1 %	-5,5 %	-4,8 %	-4,4 %	-4,6 %	-4,2 %	-2,0 %	43,0 %	44,3 %	44,6 %
Afrique Subsaharienne	22,2 %	22,4 %	23,2 %	-1,7 %	-2,5 %	-2,2 %	-4,2 %	-4,2 %	-3,9 %	61,1 %	61,5 %	60,4 %

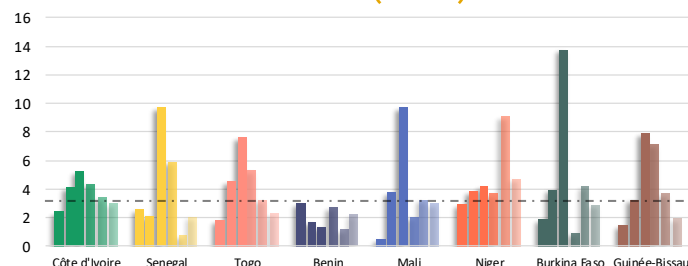


Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2025 (2/2)

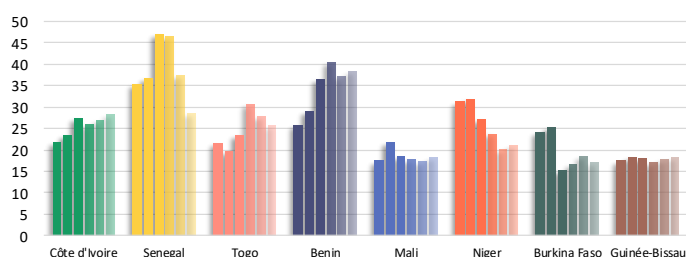
Croissance du PIB réel (en %)



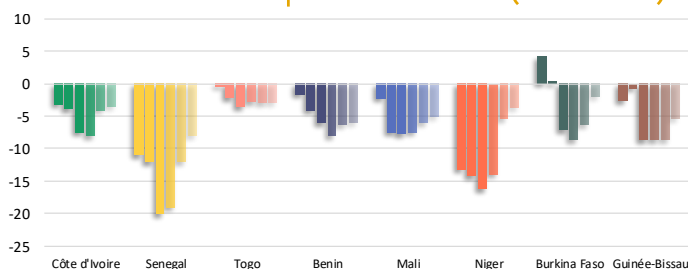
Inflation (en %)



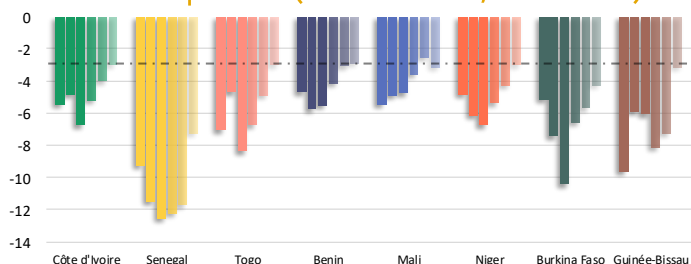
Investissements publics (% du PIB)



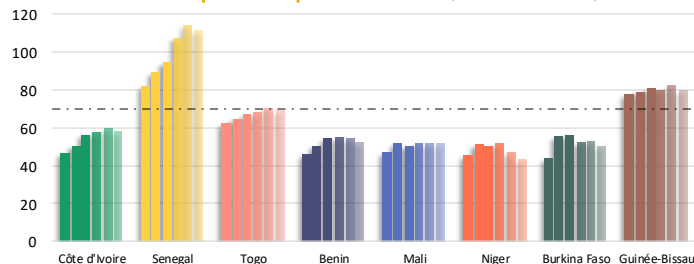
Balance des comptes courants (% du PIB)



Solde public (dons inclus, % du PIB)



Dette publique brute (% du PIB)



■ 2020 ■ 2021 ■ 2022 ■ 2023 ■ 2024 ■ 2025 - - - - - Seuil régional (quand existant)

Source: World Economic Outlook – Avril 2025 – FMI

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [Linkedin](https://www.linkedin.com/company/dgtresor)